

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		référence dossier :
Déposée le 22/12/2004	Complétée le 31/05/2005	N° PC3403304F0027
Par :	- SARL "CONSEIL PROMOTION INVESTISSEMENT"	
Demeurant à :	2 BIS RUE GAUTHIER DE RUMILLY 80000 AMIENS	Surfaces hors oeuvre autorisées
Représenté par :		brute : 15 034 m ²
Pour :	Aménager le château en 118 logements	nette : 9 065 m ²
Sur un terrain sis :	Château de Boisseron	Destinations : Logements

Le Maire :

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme applicable
Vu les nouveaux documents déposés le 31/05/2005
Vu l'avis favorable du service Eau et Environnement de la Direction Départementale de l'Equipement de l'Hérault en date du 22/02/2005
Vu l'avis du Service EDF-GDF en date du 21/02/2005
Vu l'avis du Syndicat Garrigues-Campagne en date du 15/03/2005
Vu l'arrêté portant prescription de diagnostic archéologique de la Direction des Affaires culturelles en date du 8/04/2005 et son modificatif en date du 23/06/2005
Vu l'avis assorti de prescriptions, du Service Départemental d'Incendie et de secours en date du 20/05/2005
Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France du 29/07/2005 .

ARRETE

ARTICLE (UN UNIQUE) : Le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Votre projet est soumis au versement de la Taxe Locale d'Equipement, de la Taxe Départementale pour le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement et la Taxe Départementale pour les Espaces Naturels Sensibles.
Montant de la TLE : 100 597 EUR Montant de la TDENS : 26 155 EUR Montant de le TDCAUE : 6 036 EUR.

D'autre part, je vous informe que le projet est soumis à la redevance d'Archéologie préventive.
Montant de la R.A.P. : 6 036 EUR.

La construction sera obligatoirement raccordée aux réseaux publics de distribution d'eau potable et d'assainissement.
Votre projet est soumis au versement de la participation pour le raccordement au réseau d'assainissement, d'un montant de 3 700 EUR par logement.

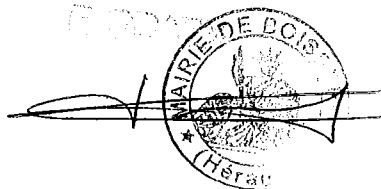
Le pétitionnaire devra créer un nouveau poste de distribution publique dans l'emprise du projet.
La Commune de Boisseron étant classée en électrification rurale la totalité des travaux sera à la charge du promoteur.

L'arrêté portant prescription d'une opération d'archéologie préventive et son modificatif, joints au présent dossier, doivent obligatoirement être respectés.

Les prescriptions émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, jointes en annexe au présent arrêté, doivent obligatoirement être respectées.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le projet doit faire l'objet d'une procédure au titre de la loi sur l'Eau.

A Boisseron, le 23/08/05
Le Maire,



INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de deux ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.